

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



CEMEX

13 rue du Capricorne
94150 Rungis

Références : UDRD.2022.12.CD.48.CH.BrJ
Code AIOT : 0005805448

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement CEMEX implanté Lieux-dits Les Communaux-La Haie du Maur 76940 VATTEVILLE LA RUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les documents contrôlés l'ont été en marge de la commission locale de concertation et de surveillance qui s'est tenue sur site le 14 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX
- Lieux-dits Les Communaux-La Haie du Maur 76940 VATTEVILLE LA RUE
- Code AIOT : 0005805448
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de CEMEX à Vatteville la rue est une carrière d'extraction de tout-venant. Le site d'extraction est éloigné du site où se trouve l'installation de traitement des matériaux extraits. La remise en état du site après extraction se fait notamment par remblaiement avec des matériaux inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- matériaux de remblayage de la carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Rejets d'eau de refoulement des granulats marins	AP Complémentaire du 09/10/2020, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déchets présentant une suspicion de contamination	AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Document préalable d'admission	AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.1	/	Sans objet
2	condition d'admissibilité des déchets en remblaiement	AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.3	/	Sans objet
4	registre de suivi	AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.5	/	Sans objet
6	Réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 12/07/2021, article 1 et 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des matériaux de remblais est globalement correctement effectué. Les matériaux utilisés en remblayage sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a mis en place un clarificateur d'eau qui conduit à une réduction de 83% de la consommation d'eau par tonne de

matériau produite. Les bassins de décantation avant rejet d'eau devront être curés pour éviter des dépassements des rejets de matières en suspension. 3 demandes sont formulées auprès de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Document préalable d'admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Autre, document préalable d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets inertes externes, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable justifiant leur caractère inerte et indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • l'origine des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la quantité de déchets concernée en tonnes. • la référence de l'acceptation préalable formulée conformément à la procédure prévue à l'article précédent. <p>Dans le cas d'une série de livraisons, l'exploitant définit explicitement le nombre maximal de livraisons ou la quantité maximale de déchets correspondant à un même document préalable à l'admission.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p>
<p>Constats : Les documents préalables d'admission contrôlés mentionnent bien les informations demandées.</p> <p>Il est à souligner que les coordonnées GPS des lieux d'origine des terres sont systématiquement mentionnées (il n'a pas été vérifié la validité des coordonnées indiquées), sauf pour les documents d'admission génériques relatifs à des apports de matériaux en provenance d'autres sites du groupe CEMEX.</p> <p>La quantité de déchets figurant sur les documents d'acceptation préalable est le plus souvent indiquée en m3 plutôt qu'en tonnes, ce qui ne semble pas aller à l'encontre de l'esprit du texte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : condition d'admissibilité des déchets en remblaiement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.3
Thème(s) : Autre, condition d'admissibilité des déchets en remblaiement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Seuls les déchets figurant sur la liste ci-dessous peuvent être utilisés pour le remblaiement de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none">- Code déchets 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse, à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés- Code déchets 20 02 02 : Terres et pierres provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe- Argiles issues du process de l'installation de traitement (éliminées lors du traitement des sables par lavage), après séchage dans les bassins de décantation situés du côté sud du Chemin de la Couture et vérification du caractère inerte des matériaux <p>En outre, les matériaux suivants sont notamment interdits en remblaiement :</p> <ul style="list-style-type: none">• déchets de déconstruction [...]
<p>Constats : Les documents préalable d'admission consultés mentionnent les codes déchets suivants :</p> <p>17 05 04, 20 02 02, 17 01 01 (bétons de retour), 17 01 07 (matériaux de démolition recyclables).</p> <p>Ces deux derniers codes ne sont pas autorisés pour le remblayage de la carrière. Le registre des déchets admis (voir point de contrôle n°4) mentionne que ces déchets n'ont pas été enfouis mais sont stockés sur la zone "béton".</p> <p>L'exploitant indique que ces déchets sont stockés sur cette zone en attente d'en avoir une quantité suffisante pour effectuer une campagne de concassage, les matériaux concassés étant ensuite revendus, mais non enfouis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets présentant une suspicion de contamination

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.4
Thème(s) : Autre, Déchets présentant une suspicion de contamination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur livraison, ou si les diagnostics réalisés et l'analyse historique du site d'excavation des déchets utilisés pour le remblaiement montrent une pollution anthropique, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblaiement de la carrière. La procédure d'acceptation préalable est également nécessaire en cas d'absence de données (analyse historique, diagnostics, mesures) sur le site d'excavation des déchets. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées) et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe.
Constats : Le document d'acceptation préalable TRI-22-J773-59 mentionne que les terres proviennent d'un site contaminé ou potentiellement contaminé. Il n'a cependant été fourni aucune analyses telles que demandées dans la prescriptions ci-dessus (essai de lixiviation et teneur en matériaux bruts). Relevé de décision : le registre de suivi des matériaux reçus par l'exploitant mentionne la réception de 21 tonnes au total de ces matériaux (à comparer aux 21 300 tonnes reçues pendant l'année 2022). Demande n°1 : L'exploitant justifiera que ce lot n' aura pas d'impact (par exemple en recherchant la nature de la pollution de ce site), et indiquera comment il s'est organisé pour ne plus accepter de terres ayant le code déchet 17 05 04 provenant de site contaminé
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : registre de suivi

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2020, article 8.5.5
Thème(s) : Autre, registre de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date et heure de réception, le nom et coordonnées du producteur des déchets, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, ainsi que du ou des transporteurs ; • l'origine et la nature des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à la liste des déchets acceptés en remblaiement figurant à l'article 8.5.3 du présent arrêté) ; • la quantité (en tonnes) des déchets ; • la destination des déchets (un quadrillage alphanumérique est matérialisé sur les terrains de la carrière par des panneaux espacés de 50 mètres par 50 mètres afin de déterminer où sont stockés les déchets recueillis) ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant identifie et localise les matériaux, et notamment les argiles de décantation, afin que l'ONF puisse in fine replanter les essences les plus adaptées au sous-sol reconstitué. Afin de compléter cette analyse des sols pour le choix des futures plantations, l'exploitant réalise mensuellement une caractérisation des matériaux pour en analyser les propriétés (test de lixiviation pour garantir le caractère inerte des matériaux).</p> <p>L'exploitant réalise, en collaboration avec l'ONF, une cartographie et un schéma topographique à l'avancement des dépôts pour contrôler le profil des sols à reboiser. Les éléments grossiers sont disposés en couche de fondation puis les terres ajoutées sur la couche supérieure sur une épaisseur d'au minimum 80 cm, le but étant de retrouver un sol forestier avec des matériaux sablo-limoneux et peu caillouteux (les éléments grossiers doivent être mélangés).</p> <p>Constats : Le registre communiqué contient les informations demandées, à l'exception de l'heure de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception (qui est probablement la même que la date de réception), et la date du stockage (qui est différente selon les informations communiquées par l'exploitant en CLCS le 14 décembre, qui mentionnaient que les matériaux de remblais étaient accumulés en tas avant d'être analysés par sondage et enfouis si les résultats d'analyses étaient corrects).</p> <p>A noter que sur 21 301 tonnes mentionnées sur le registre (à date du 1er décembre 2022), 1026 tonnes concernent des déchets portant le code 17 01 01 (bétons de retour) et 422 tonnes concernent des déchets portant le code 17 01 07 (matériaux de démolition recyclables), soit plus de 6% de déchets non autorisés à l'enfouissement. Comme vu plus haut, ces matériaux sont actuellement stockés sur la zone "béton" dédiée, et ont vocation à être concassés et revendus. Aucune opération de concassage n'a encore été effectuée, ce flux n'apparaît donc pour l'instant que dans le registre d'admission, mais pas encore dans le registre de sortie des matériaux.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant intégrera dans son tableau de suivi l'ensemble des informations prévues à l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020. Les matériaux concassés figureront dans le registre de sortie des matériaux dans une rubrique particulière permettant de les identifier et d'en assurer la traçabilité.</p> <p>L'attention de l'exploitant est par ailleurs rappelée sur l'obligation de tenir à jour le registre national des déchets, terres et sédiments (RNDTS) à compter de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets d'eau de refoulement des granulats marins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2020, article 4.3.9
Thème(s) : Autre, Rejets d'eau de refoulement des granulats marins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de refoulement des granulats marins respectent, avant rejet en Seine, la valeur limite de 100mg/l de matières en suspension.
Constats : Les chiffres présentés en commission de suivi font état d'une mesure à 1300 mg/l en septembre 2022. Demande n°3 : l'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les dispositions pour respecter la valeur limite. Il a indiqué prévoir un curage des bassins. L'exploitant doit préciser les modalités d'entretien de ces bassin et éventuellement de contrôle renforcé de ses rejets qu'il va mettre en oeuvre pour respecter à l'avenir les valeurs limites
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/07/2021, article 1 et 5
Thème(s) : Autre, Réduction de la consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté du 12 juillet 2021 demandait à CEMEX de réaliser une étude sur la réduction de la consommation d'eau.
Constats : L'étude a été finalisée en Novembre 2022. Elle a conduit à la mise en place sur le site d'un clarificateur d'eau, qui permet de réduire de 83% la consommation d'eau par tonne de produit traité (passage de 1,2m3/t à 0,27m3/t)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet